



Marathon NANTES-EUROPA

Société Coopérative d'Intérêt Collectif ... (repositionnement en cours)

5, rue Auguste Renoir - 44100 NANTES

Tél. provisoire : 05 46 59 27 67

E-mail contact@marathon-job.org ou gabriel.delicourt@orange.fr

Sites : www.mte-job.org ... www.marathon-job.fr ... www.cagnottesolidaire-job.org

Monsieur Christian PONCELET

Président

Réf. 08.04.07 - GD/MNE 891 - CP 2

Sénat

Palais du Luxembourg

15, rue de Vaugirard

75291 - Paris cedex 06

Tél 01 42 34 20 00

www.senat.fr

Objet : La société civile et les initiatives ... partenariat avec le Marathon pour l'emploi

A l'égale attention de Messieurs **Jean ARTHUIS**, Sénateur, Président de la Commission des finances et comptes économiques,
Jacques AUXIETTE, Président du Conseil Régional des Pays de la Loire,
Jean-Marc AYRAULT, Maire de Nantes et Président de Nantes Métropole,
Roger BESSE, Sénateur, auditeur et auteur du rapport N° 258, aménagement du territoire,
Bernard BRUHNES, Président de France-Initiative, vice-Président du Groupe BPI Consultants,
Michel CATALA, Président de la Maison de l'Europe à Nantes,
Bernard HAGELSTEEN, Préfet de la Loire Atlantique et des Pays de la Loire,
Patrick MARESCHAL, Président du Conseil Général de Loire-Atlantique,
Philippe ROUX-COMOLI, Chef de Cabinet de Monsieur Poncelet,
Jacques STERN, Président de la Chambre Régionale d'Economie Sociale et Solidaire,

Pour information : **Mesdames Gisèle Gautier et Monique Papon**, Sénatrices de Loire-Atlantique,
Messieurs François Autain, Charles Gautier et André Trillard, Sénateurs de Loire-Atlantique,
Messieurs José-Manuel Barroso, Hans-Gert Pöttering et Luc Van den Brande, Présidents d'instances européennes,
Mesdames et Messieurs les Ministres et Secrétaire d'Etats intéressés,
Mesdames et Messieurs les maires concernés par l'itinéraire et l'action,
Mesdames et Messieurs les décideurs et collaborateurs de la Mairie de Nantes, de Nantes Métropole, du Conseil Général du Conseil Régional, des services de l'Etat, des diverses collectivités territoriales, institutions, associations ou entreprises, concernés ou intéressés,

Pour le projet : Messieurs **Gilbert CAROFF**, 17640 Vaux-sur-Mer ... et **Pierre-Jacques GRANVARLET**, 92160 Antony

« Ils ne savaient pas que c'était possible, alors ils l'ont fait ». Joseph Kessel

Nantes, ce lundi 7 avril 2008

Monsieur le Président,

Nous revenons vers vous et le courrier que nous vous avons adressé le 13 août 2007 ... ainsi qu'à celui adressé le 6 août précédent à Messieurs les Sénateurs Arthuis et Besse (auteur de l'audit sur les PFIL de l'association France Initiative, rapport N° 258, adopté par le Sénat le 21 février 2007 : « **Les Plates-Formes d'Initiatives Locales : des acteurs performants de l'aménagement du territoire** » ... www.fir.asso.fr).

1. Pour mémoire ... était jointe notre étude prospective d'une vingtaine de pages, avec un comparatif entre les PFIL de France Initiative et les Pôles d'économie solidaire qui devraient accompagner notre projet de Marathon pour l'emploi. Nous l'avions intitulé :

- « **Potentiels pour un chantier innovant**, de nouvelles passerelles entre l'économie et le social ... entre l'institutionnel, la société civile et le citoyen ... entre le local et le global ... du pays au département et de la région à l'Europe ».

Conformément à notre demande, nous vous remercions vivement de votre soutien écrit du 17 septembre 2007, et de la proposition de Monsieur Roux-Comoli de nous rencontrer pour en discuter les modalités. Mais, les événements ne se sont pas déroulés comme prévus.

2. Ces derniers mois ... en mai – juin 2007, nous pensions à un partenariat avec la Vendée, avec France Initiative et quelques unes de ses 236 Plates-Formes d'Initiative Locale, adhérant à sa charte éthique, entre les régions Pays de la Loire et Nord-Pas-de-Calais :

- d'une part, compte tenu de la proximité de la Vendée avec la Charente-Maritime,
- d'autre part, au regard de l'appréciation et des similitudes des PFIL (proches de notre démarche de terrain) dépendant de France Initiative (dont Monsieur Bruhnes est Président), et du soutien que nous avait accordé en 2006 le Groupe BPI Consultants (dont Monsieur Bruhnes est vice-Président), notamment avec l'octroi d'un don de 10 000 €... www.groupe-bpi.com.

Un consensus politique s'est avéré difficile entre le Conseil Général de Vendée et la ville de La Roche-sur-Yon ... et entre-temps, nous avons découvert sur l'agglomération nantaise, « une dynamique d'économie solidaire » correspondant mieux à l'esprit de notre projet (Cf. le volet « économie solidaire », non revendiqué par France Initiative).

Dès novembre 2007, nous avons décidé de nous rapprocher de la ville de Nantes, du département de Loire-Atlantique et de la Région Pays de la Loire pour y ancrer notre **Marathon pour l'emploi**.

Après plusieurs contacts et repérages, nous avons prévu de mettre en oeuvre la première édition de la **Ronde nantaise pour l'emploi solidaire, le 9 mai 2009**, sous forme de deux relais simultanés de 80 et 160 km, à travers 28 villes de l'agglomération nantaise (un idéal de « 18 km /heure » pédestres correspondant au chantier de 9 heures / jour, de la future TRANS-EUROPA qui déclenchera les éditions régionales à son passage).

Techniquement, tant au regard des perspectives de l'Arc Atlantique vers la Belgique, que du Tour de la métropole nantaise, les itinéraires cadrent avec nos objectifs (compris les différentiels de vitesse de courses).

Pour complément d'information, vous voudrez bien prendre connaissance des courriers adressés concomitamment à Messieurs Ayrault, Auxiette, Barroso, Hagelsteen, Mareschal, Pöttering et Van den Brande, ainsi que des documents explicatifs (synthèses, « **Journal du Marathon** », dépliant, sites internet).

3. Pauvreté – dépression - esprit d'entreprise - emplois – Europe - urgence !

En référence à ces courriers et au suivi de l'évolution de la fracture sociale depuis les trente dernières années, nous inscrivons bien notre action (à notre niveau « citoyen ») dans cette obligation face laquelle se trouve actuellement confrontée la France, celle d'effectuer les réformes permettant de sortir de l'impasse de cette paupérisation grandissante ... **lesquelles ?... pour qui ?... avec qui ?**

(Cf. 1,3 millions « d'actifs » disposent de revenus inférieurs au seuil de pauvreté).

Depuis le « **Halte à la croissance** » de 1972, par lequel le Club de Rome préconisait une croissance zéro, de nombreux auteurs ont balisé la complexité (Pierre Bourdieu, Edgar Morin, Michel Serres, etc ... Cf. aussi, une bibliographie à la rubrique « Réfléchir 1 », sur notre site www.marathon-job.org).

Deux livres récents accompagnent également notre démarche, exprimant nos souhaits pour demain :

□ « **Et leurs entreprises verront le jour** » de Bernard Brunhes, paru début 2007 aux éditions Autrement, relatant l'expérience de France Initiative et ses objectifs (cf. le rapport de Monsieur Besse avec quelques citations en page 4 que nous faisons nôtres (1))

□ « **Vers un nouveau capitalisme – les entrepreneurs sociaux et la lutte contre la pauvreté** de Mohammad Yunus, prix Nobel de la Paix, édité chez Jean-Claude Lattès ce début 2008. (Cf. le courrier à Monsieur Mareschal ... Cf. aussi l'expérience de le Grameen Bank au Bangladesh, de laquelle Madame Maria Nowack s'est inspirée pour créer l'ADIE),

4. Les preuves par les rapports et les statistiques (au-delà des vécus et des ressentis),

A part les Observatoires et réseaux d'alertes (www.inegalites.fr ... www.bip40.org ... www.oip.org, etc) et un foisonnement de chiffres sur Eurostat, nous regrettons « le parcours du combattant » pour consulter des statistiques fiables et transparentes (toujours 4 ans pour obtenir le nombre des suicides selon l'INSERM ... sur l'explosion et les vrais coûts de la psychiatrie ... sur le refus de communiquer des chiffres sur les prisons, etc) ... le peu de rapports « sensibles » (accessibles au grand public) et des livres blancs « catégoriels ». 2

Pour étayer ... après le rapport N° 258 du Sénateur Roger Besse, adopté le 21 février 2007, nous rappellerons :

4a. Le rapport N°418 du Sénateur François Gerbaud, déposé le 16 juillet 2004, concernant **les nouveaux contrats Etat-régions pour l'aménagement du territoire** ... sur l'évolution du Plan ... sur le bilan en demi-teintes ... avec les avancées permises (l'affirmation du rôle des régions, l'effet levier lié à la synergie des financements et l'occasion d'échanges bénéfiques au plan local) ... sur des critiques multiples (un périmètre trop étendu, un manque de lisibilité et une dilution des responsabilités ... un partenariat déséquilibré ... une mise en œuvre aléatoire ... l'impécuniosité de l'Etat) ... sur la vision stratégique et les priorités structurantes ... sur la contractualisation séparée avec des groupes de régions et des métropoles ... sur la dimension péréquatrice des contrats, l'amélioration des pilotages, des crédits plus fongibles à l'échelle régionale et sur une meilleure évaluation des actions, etc ...

4b. ... auquel nous rapprochons le rapport N° 430 du sénateur Alain Fouché, du 28 juin 2006, concernant **les projets de territoires** : Quel avenir pour les Pays ? ... sur les 358 pays reconnus (adhérents à la charte) qui couvrent aujourd'hui 80 % du territoire et représentent 46 % de la population française ... sur le renforcement d'une dynamique de coopération intercommunale « qui peine à bien s'articuler avec les autres dynamiques territoriales » etc.

4c. Le rapport N° 422 de la députée Maryvonne Briot, adopté par le Sénat le 22 juin 2006 (N° 3187 pour l'Assemblée Nationale), concernant « **Le bon usage des médicaments psychotropes** » et l'évaluation des politiques de santé ... sur l'incidence de « la demande sociale » des traitements psychiatriques et l'explication de l'augmentation de la consommation des psychotropes ... sur les conséquences de cette consommation massive et des risques encore insuffisamment évalués et documentés (notamment les risques de suicide chez les jeunes), etc ...

4d. En réponse à la loi du **1er août 2007**, dite- de Martin Hirsch, concernant **le Revenu de Solidarité Active** (RSA qui propose une solution autour de 1000 €/par bénéficiaire potentiel) ... nous rapprochons aussi le rapport N°334 de la Sénatrice Valérie Letard sur **les minimas sociaux**, adopté en séance du Sénat le 11 mai 2005 : « **Comment passer de l'assistance à l'emploi ?** » ... qui confirme : « *système opaque pour les bénéficiaires et probablement désincitatif à l'emploi* », etc ...

5. « Coups de pouce » et prêts d'honneur ... avec qui collaborer ?

Nous nous défions des revendications stériles, de la vacuité et des refus d'agitateurs privilégiés et des récupérations pour un « monde meilleur » autrement que par des slogans « pour dénoncer, tout refaire ou tout casser » (sans réelles propositions positives et concrètes à mettre immédiatement en oeuvre).

Partir collecter des fonds dans les territoires pour inciter des citoyens à s'impliquer dans le financement de projets de proximité pose la vraie question : « **Comment faire transiter l'argent de la main du donateur à la poche du porteur de projet ?** »

Réponse qui ne peut être que collective et régionale avec les différentes collectivités territoriales, les associations déjà engagées sur le terrain, tout en se déjouant des « usines à gaz » et des difficultés réelles à ce niveau d'enjeux (Cf. l'exemple de la Caisse Solidaire du Nord – Pas-de-Calais).

A la date d'aujourd'hui, il est prévu la création d'une **Cagnotte Solidarité Emploi** comme premier support juridique pour collecter des dons, pour accompagner ce Marathon pour l'emploi et pour coopérer avec des outils financiers solidaires régionaux. Elle deviendra fédération au fur et à mesure du développement et des essaimage ... www.cagnottesolidaire-job.org.

Les banques locales et les Collectivités territoriales intéressées (Conseil Général, Conseil Régional ...) assureront un « effet multiplicateur » à la hauteur des sommes versées par les citoyens.

NB1. Qu'en est-il de ce « vieux serpent de mer » : **le statut du Porteur de projet ?**

NB2. **Comparaison approximative d'opérateurs qui agissent sur le territoire national :**

France Initiative	700 salariés et 12 000 bénévoles ... 236 PFIL ... <u>26 000 emplois créés / an</u> (en 2006). Coût d'un emploi : 1200 € ... Budget : 31 millions d'€ environ www.fir.asso.fr
Adie	300 salariés et 800 bénévoles ... <u>8000 emplois créés</u> (en 2006). Coût d'un emploi : 1500 à 1800 € ... Budget 17 millions d'€ environ www.adie.org
France Active	280 salariés et 800 bénévoles ... <u>13 000 emplois créés</u> (dont 8000 « solidaires » et associatifs (?)) Coût d'un emploi : ? ... Budget estimé entre 15 à 18 millions d'€ www.franceactive.org
ANPE	Coût très estimatif d'un emploi (1000 heures / an) par le Plan de cohésion sociale : 5 000 € / an 824 agences locales ... effectifs : 25 800 salariés (équivalents temps-pleins) ... pas de bénévoles. Environ 3 millions d'usagers potentiels / an (7 à 800 €/par personnes reçues) ... sous-traité privé 4 à 6000 € par emploi créé) ... Budget 2007 (hors mesures pour l'emploi) 2,2 milliards d'€ www.anpe.fr

Sénateurs partenaires,

Avec les divers éléments du puzzle présentés qui doivent **concrétiser cet ambitieux Marathon pour l'emploi**, vous constaterez **la cohérence de cette alchimie** ... chacun des partenaires du consensus devant en « tirer profit » par retour sur investissements, au degré qu'il leur appartient de peaufiner.

Au vu de la présente situation sociétale et éclairée par vos rapports, peut-on s'interdire de nouvelles pistes dans nos territoires jusqu'à cette Europe que nous avons eu la bonne idée de construire ? ... compris avec cette « Société Civile » dans tout ce qu'elle représente de volontarisme, d'imagination, de capacité à proposer, à responsabiliser, à mobiliser et à convaincre par « valeur d'exemple ».

Votre « haut patronage républicain » contribuerait inmanquablement à impulser cette dynamique.

Aussi, plus qu'un simple écrit d'encouragement (que vous pourriez réactualiser ?), **nous vous sollicitons de bien vouloir vous engager et « participer à nos côtés »** ... jusqu'à l'Europe :

- pour « **aller à la rencontre** » et encourager directement sur leur terrain : **les porteurs de projets, les bénévoles qui les accompagnent, les bonnes volontés qui contribuent à les financer et les structures qui les accueillent,**
- Dans chaque département concerné, **un sénateur « du crû »** saurait vous représenter à la tribune du forum-débat qui sera organisé à chaque fin d'étape, avec la qualité et le doigté qui convient ... dans chaque course, un sénateur pourrait témoigner et nous aider à « **montrer le chemin de la création d'entreprises** »,
- Après 2 ou 3 années de rôdage, émanant du Sénat et de Collectivités territoriales volontaires, **la possibilité d'essaimer, de mettre en réseau et de mutualiser « le modèle » vers d'autres villes françaises** : Dijon, Clermont-Ferrand, Montpellier, Toulouse, Nice, Strasbourg ? ... (Cf. le courrier à Monsieur Jacques Auxiette)

Pour ces raisons, nous savons gré à Monsieur Roux-Comoli de bien vouloir nous favoriser d'une heure de son agenda pour pouvoir en discuter et, dans l'attente,

Recevez, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les sénateurs, chers amis, nos meilleurs sentiments, cordiaux et solidaires.

Gabriel DELICOURT

Chef du projet Marathon pour l'emploi

1. Nous faisons nôtres les citations du livre de Bernard Brunhes : « **Et leurs entreprises verront le jour** ». L'origine de l'action **Marathon pour l'emploi** naît dans la lutte contre la pauvreté et la prévention de la dépression ... mais sa finalité reste tournée vers l'esprit d'entreprise, leurs créations et leurs accompagnements :

- **Chacun doit avoir le droit de se demander : « Et si mon avenir était de créer une entreprise ? ». Pour cela, il faut aider, appuyer, donner envie, accompagner, permettre aux plus expérimentés d'aider les jeunes.**
- **On ne vit pas assez les associations comme un élément enrichissant en France.**
- **L'émergence du territoire comme entité économique, comme lieu d'échanges, de productivité et de compétitivité est devenue une donnée essentielle de l'économie d'aujourd'hui.**
- **La création d'entreprise devient très vite un acte collectif. On ne peut pas la réussir tout seul !**
- **Etre chef d'entreprise est un métier complexe au sein duquel il faut mener plusieurs métiers à la fois. Cette capacité n'est pas seulement innée. Elle s'acquiert.**
- **Dans le domaine de la création d'entreprises, j'ai envie de dire aux pouvoirs publics : « laissez-nous vivre ! ».**
- **C'est un constat que chacun de nous peut faire en tant que citoyen : nous entrons dans un vrai processus de régionalisation de la décision économique.**
- **L'Etat à tout à gagner à passer des contrats avec des associations ou des organismes issus de la Société civile.**
- **Pour conduire une politique de création d'emplois et de développement économique, faisons davantage confiance aux acteurs de la société civile !**